

Une triple menace

unicef 

pour chaque enfant

Quand maladies, risques climatiques et inadéquation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène se conjuguent pour former une combinaison mortelle pour les enfants



Coup de projecteur du plaidoyer

Mars 2023
Division de la communication mondiale et du plaidoyer de l'UNICEF

Photo de couverture : Un garçon recueille un peu d'eau dans le lit d'une rivière asséchée près de Dolow, en Somalie, où la sécheresse prolongée a provoqué une grave crise de l'eau.
© UNICEF/UN0607653/Rich



pour chaque enfant

La publication de ce rapport a été rendue possible en partie grâce à une contribution du programme « Accelerating Water and Sanitation for All » (Accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous – ASWA II) de la Direction générale de la coopération internationale des Pays-Bas (DGIS).

Publié par l'UNICEF

Division de la communication mondiale et du plaidoyer
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Contact : pubdoc@unicef.org

Site Web : www.unicef.org/fr

Pour citer ce document : *Une triple menace : Quand maladies, risques climatiques et inadéquation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène se conjuguent pour former une combinaison mortelle pour les enfants.* New York : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2023.

ISBN : 978-92-806-5439-4

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Mars 2023

Une triple menace

Quand maladies, risques climatiques et inadéquation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène se conjuguent pour former une combinaison mortelle pour les enfants

Table des matières :

MESSAGES CLÉS	page 2
Avant-propos	page 4
Introduction	page 6

1 Causes et conséquences de l'insécurité hydrique
page 8

2 Le triple fardeau des risques liés à l'EAH
page 12

3 Comment lutter contre ce triple fardeau
page 18

GLOSSAIRE	page 20
-----------	---------

MESSAGES CLÉS



Dans le monde, 600 millions d'enfants n'ont toujours **pas accès à des services d'approvisionnement en eau potable** gérés en toute sécurité, 1,1 milliard sont privés d'installations sanitaires gérées en toute sécurité, et 689 millions vivent sans services d'hygiène de base.



149 millions d'enfants n'ont toujours pas d'autre choix que de pratiquer la **défécation à l'air libre**.



L'insalubrité de l'eau, la déficience des systèmes d'assainissement et le manque d'hygiène tuent encore près de 400 000 enfants âgés de moins de 5 ans chaque année, soit 1 000 enfants par jour.



Les pénuries d'eau, les inondations et les cyclones, autant de phénomènes que la crise climatique ne fait qu'aggraver, **complicent encore davantage l'accès des enfants dans le besoin aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH)**.



Le triple fardeau des risques liés à l'EAH qui pèse sur les enfants, à savoir l'accès limité aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, la charge de morbidité qui en découle chez les enfants de moins de 5 ans et la fragilité croissante face aux menaces climatiques, se concentre essentiellement dans une poignée de pays.



Seuls dix pays, lesquels se situent tous en Afrique subsaharienne et abritent un total de plus de 190 millions d'enfants, sont confrontés à ce **triple fardeau**. Près de deux décès sur cinq dus à des services EAH inadéquats ont lieu dans ces pays.



En 2022, ces dix pays étaient tous classés comme fragiles ou extrêmement fragiles par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Compte tenu des tensions générées par **les conflits et les changements climatiques** qui menacent les avancées réalisées à ce jour, il sera d'autant plus difficile pour ces pays d'accélérer les progrès visant à atteindre les cibles des objectifs de développement durable (ODD).



La quasi-totalité des cas de **choléra** recensés entre 2010 et 2021 provenaient de 31 des 34 pays affichant les plus faibles niveaux de services en matière d'eau et d'assainissement. Parmi les pays affichant une couverture des services de base d'approvisionnement en eau et d'assainissement respectivement inférieure à 70 % et 55 %, seuls trois n'ont déclaré aucun cas de choléra.



Selon les estimations, il faudrait multiplier par trois les **investissements actuels** dans les pays en développement, et parvenir à un montant d'au moins 114 milliards de dollars É.-U. par an, pour atteindre les cibles des ODD liées à l'EAH d'ici à 2030.



L'UNICEF appelle les **gouvernements** et les **partenaires** à :

- **Augmenter les investissements** dans le secteur EAH, y compris ceux provenant du financement de l'action climatique mondiale.
- **Accroître la résilience** du secteur EAH et des communautés.
- S'attacher en priorité à **ne laisser personne de côté**.
- Renforcer l'efficacité et la **responsabilité de la coordination et des capacités** des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- Mettre en œuvre le **Cadre mondial d'accélération de l'ODD 6** et investir dans les facteurs d'accélération clés.



République dominicaine – Le 19 septembre 2022, à l'aube, l'ouragan Fiona a atteint Cabo San Rafael (province de La Altagracia). Des vents de force ouragan ont frappé jusqu'à 45 km de son centre, tandis que d'autres, de force tempête tropicale, se sont étendus jusqu'à 240 km. L'UNICEF travaille avec le Gouvernement national, ses partenaires et les organismes des Nations Unies pour soutenir les enfants et les familles affectés par l'ouragan.

Avant-propos

À Gabarin, au Nigéria, Izayya Idris (13 ans) manque souvent le début de sa journée d'école pour aller chercher de l'eau potable pour sa famille. L'eau est polluée près du domicile de la jeune fille, et provoque des maux de ventre et de la fièvre. « Le fait de devoir aller chercher de l'eau tous les jours se ressent vraiment sur ma scolarité. La plupart du temps, lorsque je reviens, les cours ont déjà commencé. Et parfois, quand j'arrive à l'école, c'est déjà l'heure de la récréation. »

Chaque jour, des millions d'enfants comme Izayya doivent choisir entre aller à l'école ou aller chercher de l'eau potable pour leur consommation et celle de leur famille. Autrement dit, ils doivent faire un choix entre éducation et santé – une décision qu'aucun enfant ne devrait avoir à prendre.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit humain dont chacun de nous doit pouvoir bénéficier. En l'absence d'eau potable et d'assainissement, les enfants sont davantage susceptibles d'être déscolarisés et les risques d'épidémies, de tensions intercommunautaires et de déplacements de population se multiplient. Il s'agit d'éléments essentiels à la survie, à la dignité, au développement économique et au bien-être de l'être humain.

Lorsque les chefs d'État et les responsables de la société civile se sont réunis lors de la dernière Conférence des Nations Unies sur l'eau en 1977, la plupart des pays ne possédaient pas les outils nécessaires pour mesurer de façon systématique leurs ressources en eau. Heureusement, notre capacité à surveiller et à gérer efficacement ces ressources s'est nettement améliorée depuis, de même que l'accès à l'eau. Ainsi, depuis 2000, environ 600 millions d'enfants ont eu accès à une eau potable gérée en toute sécurité et 700 millions ont eu accès à des services d'assainissement également gérés en toute sécurité.

Mais ces progrès sont insuffisants. On estime que 3,6 milliards de personnes, soit la moitié de la population mondiale, n'ont toujours pas d'installations sanitaires sûres à leur domicile, et que 1,8 milliard de personnes vivent dans un logement sans eau potable. Chaque année, 829 000 personnes meurent de maladies directement imputables à l'eau insalubre, à des installations sanitaires inadéquates et à de mauvaises pratiques d'hygiène.

Ces chiffres particulièrement alarmants indiquent clairement que nous sommes loin d'atteindre le sixième objectif de développement durable (ODD 6), lequel vise l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030.

Parallèlement, les changements climatiques, l'urbanisation et les conflits sapent les efforts déployés à l'échelle mondiale pour réaliser les ODD, et menacent de réduire à

néant les avancées déjà obtenues en matière d'accès aux services EAH. Comme le montre ce *Coup de projecteur du plaidoyer*, l'insalubrité de l'eau, les déficiences des systèmes d'assainissement et le manque d'hygiène, les maladies transmises par l'eau et les menaces climatiques constituent un « triple fardeau » pour les enfants. À ce jour, plus de 190 millions d'enfants vivent dans les dix pays les plus touchés par ces multiples menaces.

Il s'agit d'une crise d'une ampleur sans précédent, mais nous avons les capacités et le devoir d'y faire face.

D'abord présent dans une poignée de communautés rurales en 1953, l'UNICEF intervient aujourd'hui dans 130 pays, et s'engage à fournir des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène sûrs aux enfants du monde entier depuis 70 ans. C'est parce que cet engagement est au cœur de notre ADN que l'UNICEF est aujourd'hui à la tête du plus grand programme mondial dans le domaine de l'EAH. Un programme que nous nous efforçons également de hisser au premier rang en matière de résilience aux changements climatiques, notamment via l'installation de systèmes d'approvisionnement en eau alimentés à l'énergie solaire, l'utilisation de drones pour cartographier les zones inondables, et le déploiement de systèmes d'alerte précoce pour permettre aux pays de se préparer aux sécheresses.

Aujourd'hui, nous exhortons la communauté internationale à se joindre à l'action de l'UNICEF et de ses partenaires afin de garantir l'accès universel à l'eau potable et à des installations d'assainissement sûres. Nous pouvons mener à bien notre mission grâce à une volonté politique forte, un leadership marqué, des investissements suffisants et une action collective.

Le dernier événement qui a réuni les dirigeants mondiaux autour du thème de l'eau s'est tenu il y a 46 ans. La Conférence des Nations Unies sur l'eau qui aura lieu en mars 2023 offre une occasion historique de s'unir derrière un programme d'action ambitieux, pour garantir à tous les enfants et à chacun d'entre nous l'accès à des services EAH durables. Nous ne pouvons pas nous permettre de la laisser passer.



Catherine Russell
Directrice générale de l'UNICEF



Burkina Faso – Des femmes et des enfants puisent de l'eau dans le village de Song Naba situé dans la province septentrionale de Passoré.

Introduction

L'eau potable est essentielle à la vie. Des installations d'assainissement adéquates et de bonnes pratiques en matière d'hygiène préviennent la propagation des maladies et des infections, et garantissent la dignité humaine. Sans ces services essentiels, la plupart des besoins les plus élémentaires ne peuvent être satisfaits. Des enfants meurent de maladies diarrhéiques. Leur éducation est perturbée ou interrompue. Les difficultés liées aux ressources en eau contribuent également à aggraver la malnutrition en entraînant une insécurité alimentaire croissante. Les familles sont alors contraintes de se déplacer, et les conflits armés et le travail des enfants se généralisent.

L'insalubrité de l'eau, les déficiences des systèmes d'assainissement ainsi que le manque d'hygiène continuent de provoquer chaque jour des maladies et des décès évitables chez les jeunes enfants. En effet, on dénombre près de 4 000 décès quotidiens, dont plus de 1 000 chez les enfants de moins de 5 ans, imputables à des maladies résultant de services EAH inadéquats.

Les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement sont inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans les Conventions de Genève de 1949. En 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme ont reconnu ces droits comme des dispositions contraignantes du droit international. Pourtant, aujourd'hui encore, après plus d'une décennie, 600 millions d'enfants âgés de moins de 18 ans n'ont toujours pas accès à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité, et 1,1 milliard sont privés d'installations d'assainissement gérées en toute sécurité. Il s'agit d'un échec collectif mondial à répondre aux besoins les plus élémentaires des enfants.

La progression vers les cibles des objectifs de développement durable (ODD) liées à l'EAH est dangereusement lente. Ainsi, on estime qu'il faudrait au moins 114 milliards de dollars É.-U. par an pour les atteindre d'ici à 2030. Les avancées obtenues ces dernières années sont par ailleurs fragiles, et menacées par les tensions générées par les changements climatiques, les conflits, la croissance démographique et d'autres facteurs.

Le dernier rassemblement mondial organisé sur le thème de l'eau remonte à 1977. L'événement avait alors réuni 105 pays et des organisations de la société civile dans le but d'essayer de prévenir une crise de l'eau d'ici à la fin du XX^e siècle. La Conférence des Nations Unies sur l'eau de 1977 portait essentiellement sur la sécurité alimentaire, et le document final qui en est issu ne mentionne pas les dangers liés aux changements climatiques. Si de nombreux obstacles restent les mêmes aujourd'hui (besoins en eau du secteur de l'agriculture, urbanisation ou encore pénuries d'eau), de nouvelles menaces sont apparues, telles que les changements climatiques et la multiplication des conflits et des migrations. La Conférence des Nations Unies sur l'eau qui se tiendra cette année est une occasion unique de prendre de nouveaux engagements, de centrer nos priorités et d'agir durablement en faveur de ces ODD à la fois élémentaires et essentiels.

Nous possédons les outils, les données probantes et les solutions nécessaires pour atteindre ces objectifs. Pour autant, le défi auquel nous devons faire face reste immense. À l'heure actuelle, des millions d'enfants sont confrontés à un triple fardeau : le manque d'accès aux services EAH de base, les décès dus aux maladies liées à l'eau insalubre et aux mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène et les menaces climatiques grandissantes (pénuries d'eau, vagues de chaleur, inondations et cyclones) qui compliquent encore davantage leur accès à des services déjà fragilisés. Les défis les plus importants à relever se trouvent pour l'essentiel dans dix pays, où plus de 190 millions d'enfants paient le plus lourd tribut à ce triple fardeau.

Le triple fardeau des risques liés à l'EAH

La notion de « triple fardeau » met en évidence les risques liés à l'EAH qui pèsent sur les enfants à l'intersection de plusieurs facteurs : le manque d'accès aux services EAH, la charge de morbidité due à des services EAH inadéquats, et les menaces climatiques. L'examen de l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement permet de recenser les endroits où l'on investit le moins. L'analyse de la charge de morbidité due à l'insalubrité de l'eau et aux mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène permet de déterminer où le problème est le plus retentissant. Enfin, l'étude des menaces climatiques permet d'identifier les pays qui sont confrontés aux plus grands risques pour la santé des enfants et les services dont ils dépendent.

La présente note d'information définit ce triple fardeau à l'aide des critères suivants : accès à des services de base d'approvisionnement en eau ou d'assainissement inférieur à 50 % ; classement au rang des 20 pays affichant le plus grand nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans imputables à des services EAH inadéquats ; et classement parmi les 25 % de pays les plus exposés au risque d'aléas climatiques et environnementaux selon l'Indice des risques climatiques pour les enfants établi par l'UNICEF (IRCE).

Les données relatives aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour l'année 2020 proviennent de la mise à jour réalisée en 2021 par le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, dans le cadre du rapport intitulé *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2020 : cinq ans après l'adoption des ODD*. Le document est disponible à l'adresse suivante washdata.org/data.

Les estimations de la charge de morbidité attribuable à des services EAH inadéquats pour l'année 2019 proviennent des estimations sanitaires mondiales 2020 de l'OMS sur les décès par cause, par âge, par sexe, par pays et par région pour la période 2000-2019. Ces estimations sont disponibles à l'adresse suivante (en anglais) www.who.int/data/gho/data/themes/mortality-and-global-health-estimates/ghe-leading-causes-of-death

Le classement selon le risque d'exposition des enfants aux aléas, aux chocs et aux stress climatiques et environnementaux provient de l'IRCE, disponible à l'adresse suivante : www.unicef.org/reports/climate-crisis-child-rights-crisis. Les estimations de l'IRCE 2020, publiées en 2021, fournissent la première analyse exhaustive de ces risques à travers le prisme des enfants. Elles permettent de classer les pays selon le degré d'exposition des enfants à huit chocs climatiques et environnementaux, comme les cyclones et les canicules.



Mali – Un enfant tire un jerrycan d'eau en direction du camp pour personnes déplacées de Menaka.

Partie 1

Causes et conséquences de l'insécurité hydrique

Les raisons pour lesquelles des millions de familles et de communautés à travers le monde n'ont pas accès à des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène sûrs sont complexes et souvent interdépendantes.

Croissance démographique et urbanisation. À mesure que la population augmente, l'économie se développe, le niveau de vie progresse, et la demande en eau s'accroît. On estime qu'en moins de dix ans, 45 grands centres urbains comptant plus de 3 millions d'habitants seront soumis à un stress hydrique élevé ou extrêmement élevé (lorsque la demande en eau dépasse la quantité d'eau disponible, ou lorsque la mauvaise qualité de l'eau impose des restrictions de consommation). À l'échelle mondiale, la demande en eau devrait augmenter de 20 à 30 % d'ici à 2050 selon les estimations. Le manque d'investissements dans les zones rurales se traduit par des services de faible qualité et non durables, et par l'éloignement des points d'eau.

Changements climatiques. De plus en plus fréquentes, les sécheresses touchent plus particulièrement les groupes de population les plus vulnérables. La diminution des ressources en eau crée des conflits et constitue un frein aux bonnes pratiques en matière d'assainissement et d'hygiène. Les sécheresses exercent une pression énorme sur les communautés, et notamment sur les plus vulnérables. Le manque d'eau entraîne non seulement une baisse des aliments nutritifs disponibles pour les enfants, mais il contraint également les enfants et les femmes à marcher plus loin pour aller chercher de l'eau – ce qui réduit le temps passé à l'école –, quand il n'oblige pas certaines familles à se déplacer.

Les inondations entraînent quant à elles une contamination de l'eau, et les fortes précipitations qui accompagnent les tempêtes et les cyclones tropicaux favorisent la propagation des maladies vectorielles. L'inondation des latrines et des fosses septiques peut contaminer les points d'eau, rendant ainsi l'eau insalubre.

D'autre part, la multiplication des vagues de chaleur et des températures extrêmement élevées accroît la demande en eau. Ces phénomènes entraînent des pénuries d'eau (lorsque la demande en eau est supérieure aux ressources disponibles), et les enfants ne peuvent plus s'hydrater ni réguler leur température corporelle. Le manque d'eau peut également contraindre les communautés à se rabattre sur des sources d'eau insalubre, une situation favorisant les épidémies de maladies transmises par l'eau telles que le choléra.

Les chocs climatiques, notamment les fortes tempêtes et les cyclones, endommagent ou détruisent les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En plus d'altérer la qualité de l'eau, ces chocs perturbent les services de réparation, et favorisent le recours aux opérations d'urgence.

Il reste encore beaucoup à faire pour rendre les services EAH résilients à ces menaces climatiques. Actuellement, seuls 20 % des pays mettent en œuvre des mesures de préparation aux changements climatiques dans le cadre de l'évaluation et de la gestion des risques à grande échelle dans le secteur EAH.

Conflits et migrations. L'insécurité hydrique est à la fois une cause et une conséquence des conflits et des migrations. Le manque d'accès à l'eau peut entraîner une concurrence, des tensions et de la violence. Les crises liées à l'eau font partie des risques sociétaux les plus préoccupants. Lorsque l'eau potable se raréfie, les familles sont contraintes de se déplacer. L'arrivée de populations migrantes dans de nouvelles communautés entraîne une augmentation de la demande en eau, ce qui crée de nouvelles tensions. En outre, les conflits peuvent endommager ou détruire les infrastructures EAH existantes.

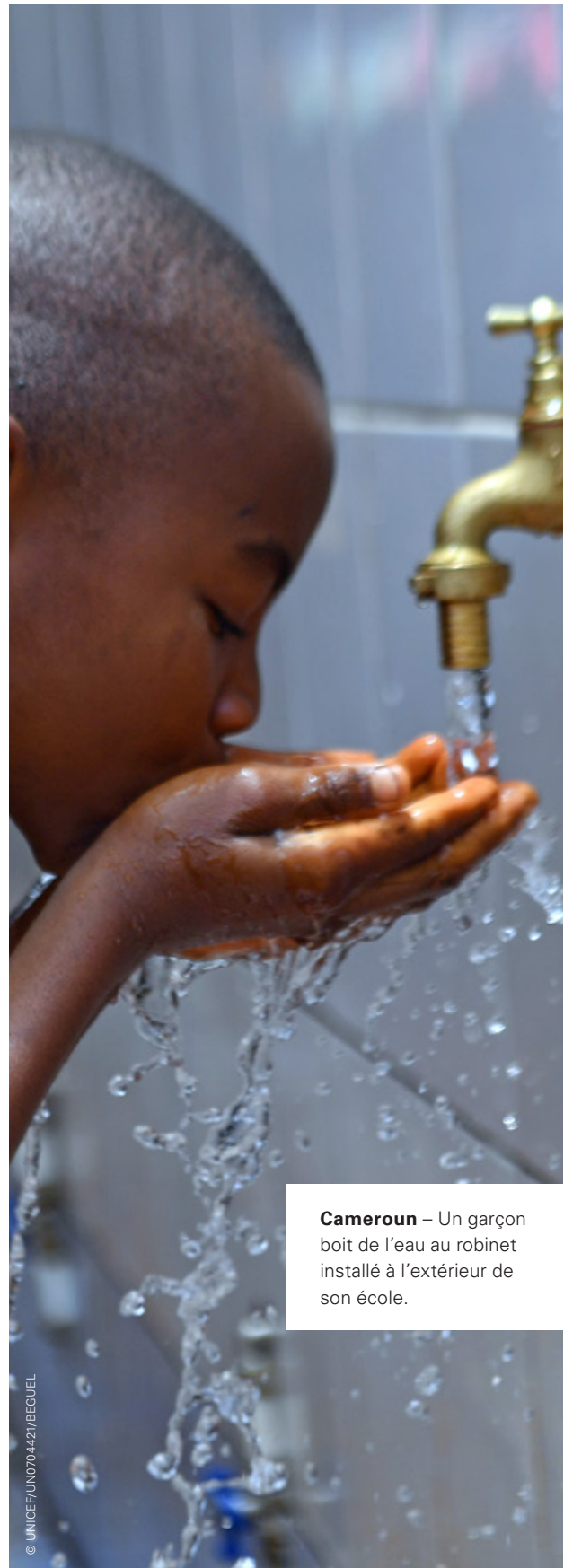
Il est nécessaire d'accélérer les financements en faveur de l'EAH

Si l'on observe quelques signes encourageants concernant le financement de l'EAH, les fonds alloués au secteur restent insuffisants à l'heure actuelle. Les gouvernements de 25 pays ont augmenté leur budget consacré à l'EAH entre la période 2018-2019 et la période 2021-2022, au rythme moyen de 5 % par an. Toutefois, comme l'indique l'édition 2022 du rapport *Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable*, 75 % des pays font état d'un financement insuffisant en matière d'EAH, et tous les flux de financement doivent être revus à la hausse. En réalité, le financement total de ce secteur est en baisse à l'échelle mondiale. L'aide publique au développement affectée au secteur de l'eau et de l'assainissement a baissé de 5,6 % entre 2017 et 2020, alors même que les changements climatiques et les conflits armés accentuent les pressions et les menaces qui pèsent sur ces systèmes.

Si la part consacrée à l'assainissement sur le montant total des fonds destinés à l'EAH a augmenté ces dernières années, elle est toujours inférieure à celle consacrée à l'eau potable. Ainsi, seuls 3 % des pays disposent de ressources suffisantes pour mettre en œuvre les politiques et les plans d'assainissement en zone rurale, et 7 % seulement disposent des fonds nécessaires à l'assainissement en milieu urbain.

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, la plupart des systèmes EAH sont financés par les ménages, et non par les pouvoirs publics. D'après une étude portant sur 44 pays, 61 % des dépenses totales consacrées aux systèmes EAH proviennent des redevances ou des frais à la charge des ménages. Cette situation s'avère particulièrement problématique lorsque les ménages ne sont pas en mesure de payer ces services ou n'y sont pas disposés.

La plupart des politiques EAH ne tiennent pas compte des risques liés aux changements climatiques, ni de la nécessité de renforcer la résilience des infrastructures dans ce secteur. Bien que plus des deux tiers des pays disposent de mesures EAH visant les populations touchées par les changements climatiques, un tiers seulement leur affectent des fonds spécifiques ou suivent les progrès réalisés dans ce domaine.



Cameroun – Un garçon boit de l'eau au robinet installé à l'extérieur de son école.

© UNICEF/UN0704421/BEGUEL

Les conséquences de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène inadéquats sur les enfants

Le manque de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène sûrs a des effets dévastateurs sur tous les aspects de la vie des enfants, rendant impossible la satisfaction des besoins fondamentaux, à savoir une nutrition de qualité, la santé, l'éducation et la sécurité. Chaque jour, plus de 1 000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies dues à l'insalubrité de l'eau et à de mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène. Les enfants de moins de 5 ans qui vivent dans des zones de conflit risquent 20 fois plus de mourir de maladies liées à des systèmes EAH déficients que de violence.

Les maladies diarrhéiques, qui constituent la quatrième cause de mortalité dans le monde chez les moins de 5 ans, sont essentiellement dues à l'insalubrité de l'eau destinée à la consommation humaine et à l'inadéquation des systèmes d'assainissement et d'hygiène. Outre le risque de décès, les diarrhées à répétition empêchent l'absorption des nutriments, ce qui concourt à aggraver la malnutrition chez les enfants et peut provoquer, à terme, un retard de croissance, une pathologie qui touche presque un quart des enfants de moins de 5 ans à travers

le monde et qui nuit à leur développement cognitif et physique à long terme.

Au-delà de ses effets immédiats sur la santé et la mortalité, le manque d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène perturbe la scolarité, affecte les moyens de subsistance, entraîne des déplacements de population et des conflits, et favorise également le travail des enfants. Lorsque l'eau se raréfie, les enfants sont parfois contraints d'abandonner l'école pour consacrer plus de temps à chercher de l'eau. Cette responsabilité repose de manière disproportionnée sur les femmes et les filles, qui sont chargées d'aller chercher l'eau dans huit ménages sur dix, ce qui n'est pas sans conséquences sur leur sécurité, leur assiduité scolaire et leurs perspectives économiques.

La sécheresse et le manque de ressources en eau peuvent par ailleurs limiter les revenus des ménages et les possibilités offertes aux enfants. Par exemple, l'agriculture est tributaire des ressources en eau ainsi que des précipitations et des températures, lesquelles sont autant de facteurs menacés par les changements climatiques. Dans un monde de plus en plus sujet aux pénuries d'eau, les enfants deviendront de jeunes adultes contraints de quitter leur communauté pour chercher du travail.



Bénin – Une mère fait la vaisselle au bord d'un puits dans son village.

© UNICEF/UN0511589/ABDOU

Choléra : Une maladie mortelle transmise par l'eau et favorisée par les changements climatiques

Maladie bactérienne mortelle se transmettant généralement par l'eau contaminée, le choléra peut tuer en l'espace de quelques heures lorsqu'il n'est pas traité. Les jeunes enfants, en particulier ceux âgés de moins de 5 ans, sont les premiers touchés par cette maladie pourtant évitable. En outre, lorsqu'ils contractent le choléra, les enfants souffrant de malnutrition ont davantage de risques de développer des symptômes graves et de mourir de déshydratation sévère. Sans eau potable, assainissement et hygiène, il est quasiment impossible de prévenir et d'endiguer la transmission du choléra ou de tout autre maladie transmise par l'eau.

Le choléra s'avère donc particulièrement dangereux et mortel pour les millions d'enfants dans le monde qui présentent déjà des comorbidités liées à la malnutrition et à d'autres maladies.

Cette maladie est de surcroît exacerbée par les conséquences catastrophiques des changements climatiques telles que les sécheresses, les pénuries d'eau, les cyclones, les inondations et les tempêtes. En effet, des recherches ont montré que l'augmentation des températures et des chocs climatiques entraînent une hausse des épidémies de choléra, car ces événements empêchent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Ainsi, depuis 2021, des épidémies de choléra se sont déclarées dans de nombreux pays qui n'en avaient pas connu depuis plusieurs années, et en 2022, un nombre record d'épidémies majeures de choléra provoquées par les sécheresses, les inondations et les conflits ont été enregistrées dans une trentaine de pays, notamment en Haïti, au Liban, au Malawi et en République arabe syrienne.

La quasi-totalité des cas de choléra recensés entre 2010 et 2021 (soit 97 %) provenaient de 31 des 34 pays affichant les plus faibles niveaux de services en matière d'eau et d'assainissement. Parmi les pays affichant une couverture des services de base d'approvisionnement en eau et d'assainissement respectivement inférieure à 70 % et 55 %, seuls trois n'ont déclaré aucun cas de choléra.

Si le dépistage précoce et une intervention rapide sont essentielles pour endiguer les épidémies, la lutte contre le choléra suppose également de garantir l'accès à des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement sûrs ainsi qu'à des vaccins et des traitements, de mettre en place des systèmes de surveillance pour suivre et contrôler la propagation de la maladie, et de mobiliser les communautés afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

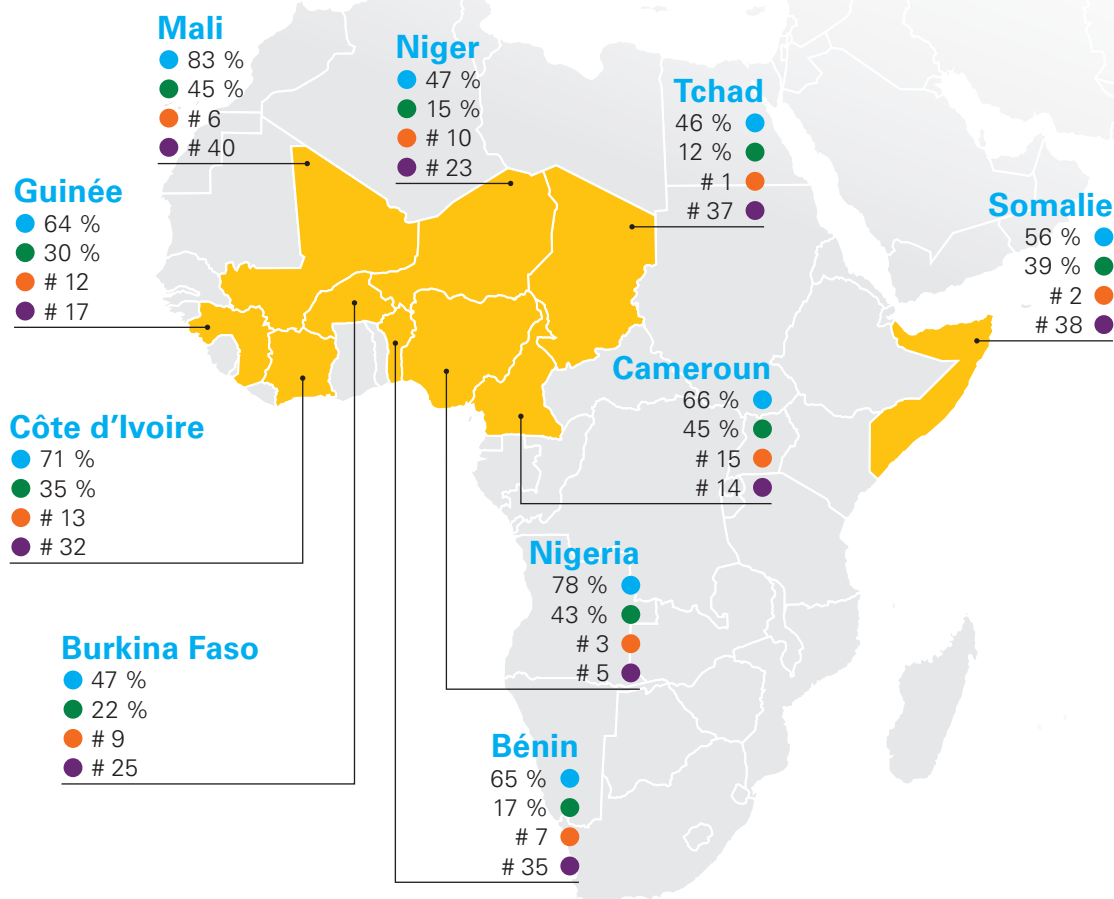


Malawi – Eliza Laston se fait vacciner contre le choléra lors d'une action de sensibilisation de l'Église des Assemblées de Dieu à Nchalo menée dans le cadre d'une campagne de vaccination de l'UNICEF dans le district de Chikwawa.

Partie 2

Le triple fardeau des risques liés à l'EAH

Figure 1 : Pays les plus touchés par ce triple fardeau



	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Côte d'Ivoire	Guinée	Mali	Niger	Nigeria	Somalie	Tchad
● Pourcentage de la population ayant au moins accès à des services de base d'approvisionnement en eau potable	65	47	66	71	64	83	47	78	56	46
● Pourcentage de la population ayant au moins accès à des services de base d'assainissement	17	22	45	35	30	45	15	43	39	12
● Classement mondial relatif aux décès d'enfants de moins de 5 ans dus à des services EAH inadéquats par rapport à la population d'enfants	7	9	15	13	12	6	10	3	2	1
● Classement selon l'IRCE (sur 163 pays)	35	25	14	32	17	40	23	5	38	37

Remarque : Des échelles décroissantes ont été utilisées, ce qui signifie que les enfants des pays en tête du classement sont confrontés à une proportion plus élevée de décès dus à des services EAH inadéquats, et sont plus exposés au risque de menaces climatiques.

Source : Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2020 (2021)*; estimations sanitaires mondiales 2020 de l'OMS; et UNICEF, *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant : Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants (2021)*.

Les enfants de dix pays, tous situés en Afrique subsaharienne et totalisant une population de 193 961 000 enfants, sont confrontés à un triple fardeau : le manque de services de base d'approvisionnement en eau ou d'assainissement ; le taux de mortalité des moins de 5 ans due aux maladies liées à l'EAH ; et les menaces climatiques pesant sur les services EAH.

Aucun de ces pays, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Somalie et le Tchad, n'est en bonne voie pour atteindre la cible des ODD sur l'accès universel aux services de base d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'ici à 2030.

Lorsqu'ils se conjuguent, ces trois fardeaux s'aggravent mutuellement et amplifient les effets néfastes qu'ils entraînent sur les enfants. Les catastrophes liées au climat peuvent en effet provoquer des dommages ou une pression accrue sur des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement déjà fragiles, et ainsi contribuer à amplifier la propagation des maladies et le risque de décès. Les maladies vectorielles et la mortalité diarrhéique, par exemple, ont tendance à augmenter lorsque les précipitations et les inondations sont plus importantes, un phénomène que l'inadéquation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne fait qu'accroître. De même, l'absence de systèmes d'évacuation adaptés favorise la prolifération des moustiques, vecteurs de maladies.

Plusieurs de ces dix pays, lesquels étaient tous classés comme fragiles ou extrêmement fragiles par l'OCDE en 2022, sont par ailleurs en proie à des conflits armés, en particulier dans la région du Sahel. Cette région, l'une des plus vulnérables du continent africain du fait de son exposition aux changements climatiques, aux conflits, à la pauvreté et à l'instabilité politique, compte près de 5,8 millions de personnes en situation d'insécurité hydrique.

Le fardeau du manque d'accès à des services EAH de base

Dans ces pays, l'accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau potable ou d'assainissement est inférieur à 50 %.

Au cours des 20 dernières années, le ciblage des investissements, l'attention des pouvoirs publics, ainsi que l'engagement et le travail fournis par nombre de communautés et de familles ont permis d'améliorer considérablement l'accès à l'eau potable dans le monde. Des progrès sont donc possibles. À l'échelle mondiale, le pourcentage de ménages ayant accès au moins à des services de base d'approvisionnement en

potable est passé de 82 % en 2000 à 90 % en 2020. L'accès au moins à des services de base en matière d'assainissement est quant à lui passé de 56 % en 2000 à 78 % en 2020.

Pourtant, 2 milliards de personnes sont encore privées de services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité, 3,6 milliards n'ont toujours pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, et 2,3 milliards ne disposent pas d'installations de lavage des mains à l'eau et au savon (Programme commun OMS/UNICEF, 2021). Aucune région n'est donc en bonne voie pour atteindre les cibles des ODD relatives à l'accès universel à des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement gérés en toute sécurité d'ici à 2030. Pour les atteindre, il faudrait multiplier par quatre le taux de progression, à défaut de quoi, au rythme actuel, la couverture mondiale de ce niveau de services d'alimentation en eau potable et d'assainissement ne sera respectivement que de 81 % et 67 % d'ici à 2030.

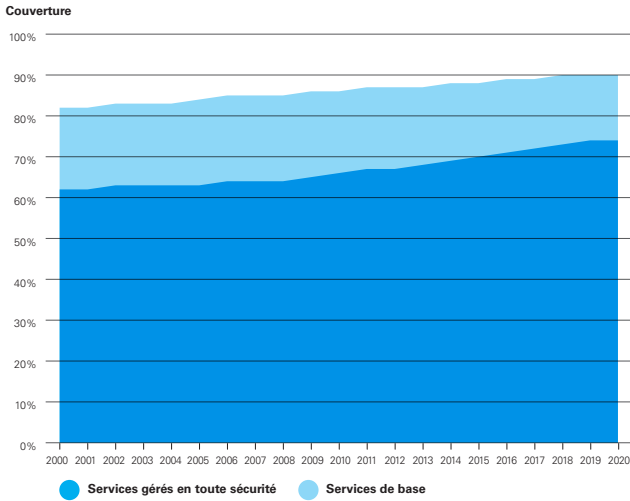
Par ailleurs, les zones rurales et les communautés pauvres, où vivent les populations les plus vulnérables et les plus marginalisées, sont trop souvent laissées de côté. En 2020, 1,4 milliard de personnes (dont 450 millions d'enfants) vivaient dans des zones caractérisées par une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée.



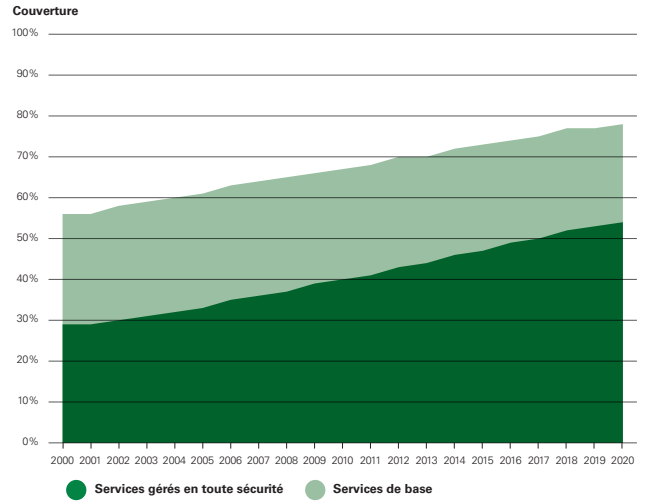
Cameroun – Un enfant fait la vaisselle dans les rues de Douala (région du Littoral).

Figure 2 : Progrès réalisés à l'échelle mondiale dans l'accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau et d'assainissement, 2000-2020

2.a Pourcentage de la population mondiale ayant accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau potable, 2000-2020

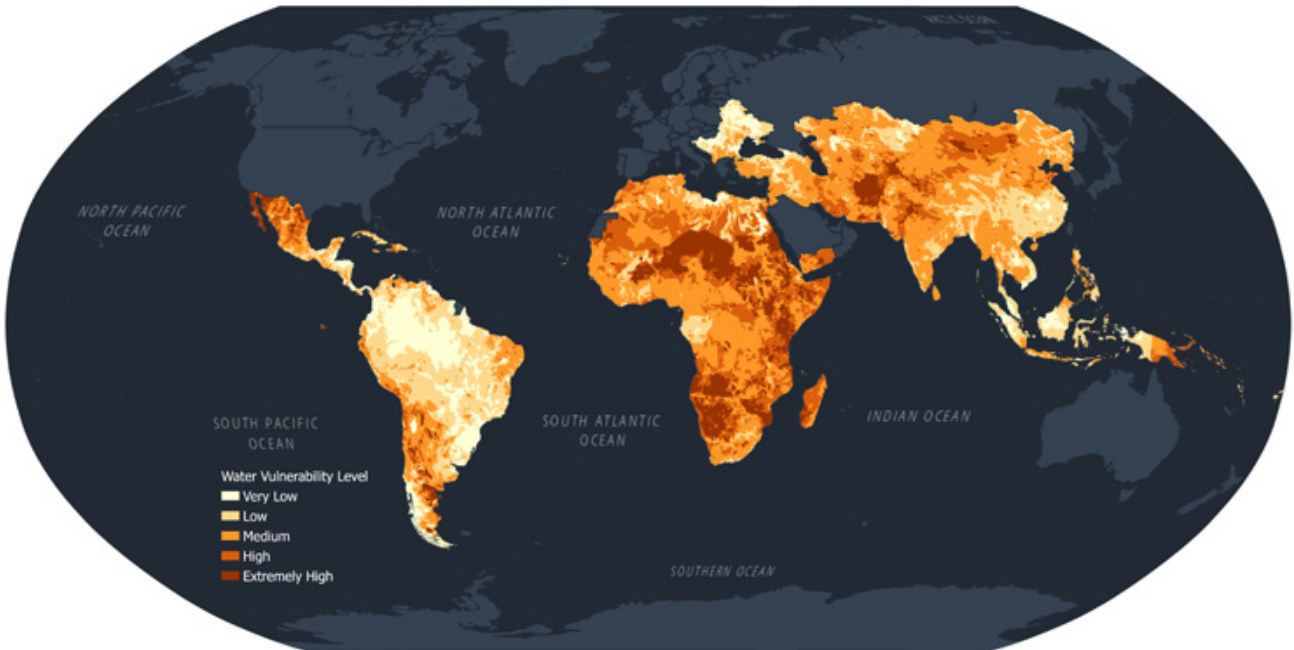


2.b Pourcentage de la population mondiale ayant accès au moins à des services de base d'assainissement, 2000-2020



Source : Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2020 : cinq ans après l'adoption des ODD (2021)*, disponible à l'adresse suivante : washdata.org/data.

Figure 3 : La vulnérabilité hydrique dans le monde



Remarque : La vulnérabilité hydrique extrême se caractérise à la fois par les niveaux les plus élevés de pénurie d'eau physique et les niveaux les plus bas de services d'approvisionnement en eau potable (eau de surface, points d'eau non améliorés ou services limités).

Source : Cette carte a été initialement publiée dans le rapport de l'UNICEF intitulé *Reimagining WASH: Water Security for All (2021)*. Les données relatives au stress hydrique, à la variabilité interannuelle, à la variabilité saisonnière et à la baisse des nappes phréatiques sont issues de l'*Aqueduct Water Risk Atlas* publié par l'Institut des ressources mondiales (WRI), celles relatives aux épisodes de sécheresse proviennent de la Plateforme des données sur les risques globaux du PNUE et celles sur le niveau des services d'approvisionnement en eau de boisson sont extraites de l'ensemble de données du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Le fardeau des maladies

Ces pays figurent parmi les 20 pays du monde affichant la charge de morbidité la plus élevée due à des services EAH inadéquats (calculée à partir du nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans par rapport à la population d'enfants).

Parmi les 1,4 million de décès imputables au manque d'eau salubre et d'installations d'assainissement et d'hygiène de base chaque année, 400 000 environ concernent des enfants de moins de 5 ans. Autrement dit, sur les quelque 4 000 décès enregistrés chaque jour, plus de 1 000 concernent des enfants moins de 5 ans. Les dix pays les plus touchés par le triple fardeau des risques liés à l'EAH concentrent à eux seuls près de deux décès sur cinq.

Ces décès, dus entre autres à des maladies diarrhéiques, des infections respiratoires aiguës, une malnutrition protéinoénergétique et des géohelminthiases, pourraient être évités en améliorant l'accès à des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène sûrs dans les ménages, les établissements de santé et les écoles.



Somalie – Un enfant attend d'être soigné dans un centre de santé géré par Trócaire avec l'aide de l'UNICEF.

Tableau 1 : Décès d'enfants de moins de 5 ans dus à des services EAH inadéquats, 2019

RÉGIONS DES ODD	INFECTION RESPIRATOIRE AIGÜE	MALADIE DIARRHÉIQUE	MALNUTRITION PROTÉINO-ÉNERGÉTIQUE	GÉOHELMINTHIASE	TOTAL GÉNÉRAL
Afrique subsaharienne	72 549	175 082	6 233	1 111	254 976
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	4 857	9 898	229	26	15 011
Amérique latine et Caraïbes	2 210	3 435	379	16	6 041
Asie centrale et Asie du Sud	24 675	72 748	891	96	98 410
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	7 500	11 547	113	26	19 186
Australie et Nouvelle-Zélande	5	1	-	-	6
Europe et Amérique du Nord	332	192	2	-	526
Océanie	219	419	4	3	645
Total	112 347	273 323	7 853	1 279	394 802

Source : Estimations de l'OMS relatives à la charge de morbidité due à des services EAH inadéquats pour l'année 2019 (en décembre 2022).

La crise au Sahel

L'intensification du conflit armé au Sahel central contribue à exacerber des besoins humanitaires déjà colossaux. L'année 2022 a été particulièrement violente pour les enfants de la région, voire la plus mortelle depuis l'éclatement du conflit dans le nord-est du Mali il y a plus d'une décennie.

Les attaques stratégiques contre les installations d'approvisionnement en eau sont de plus en plus utilisées pour pousser les communautés à se déplacer. Des camions-citernes acheminés par l'UNICEF et des installations de stockage d'eau ont été détruits. Des hommes armés ont menacé des femmes qui allaient chercher de l'eau, et certains points d'eau ont été empoisonnés avec du carburant et des carcasses d'animaux. En tout, 58 points d'eau ont été attaqués en 2022 au Burkina Faso (contre 21 en 2021, et 3 en 2020), privant ainsi plus de 830 000 personnes – dont la moitié étaient des enfants – d'accès à l'eau potable l'année dernière.

Cette crise se déroule dans l'une des régions du globe les plus fortement touchées par les changements climatiques et les pénuries d'eau. La hausse des températures y est 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale. Le niveau des nappes phréatiques est en baisse, et les puits doivent être creusés deux fois plus profondément qu'il y a une dizaine d'années. L'urbanisation croissante, les surfaces asphaltées et bétonnées, ainsi que la pollution plastique empêchent l'eau de pénétrer dans les sols et altèrent l'eau qui parvient à s'infiltrer. L'afflux de populations déplacées accroît la pression sur les ressources en eau, ce qui crée des tensions et expose les femmes et les enfants vivant à proximité de points d'eau à des risques en matière de protection.

Les précipitations, devenues plus irrégulières et plus intenses, provoquent des inondations qui réduisent les rendements des cultures et qui contaminent des ressources en eau déjà rares. Tous ces phénomènes aggravent les maladies telles que le paludisme et les maladies diarrhéiques, qui peuvent être dix fois plus mortelles chez les enfants souffrant de malnutrition sévère.

Par ailleurs, le surpeuplement et les conditions insalubres des sites accueillant les personnes déplacées favorisent la malnutrition et les maladies, formant ainsi un cocktail particulièrement dangereux pour les enfants.



Burkina Faso – Des enfants collectent de l'eau dans le village de Naaba Guegma situé dans la région Nord du pays.

Le fardeau des menaces liées au climat

Ces pays se classent parmi les 25 % des pays les plus exposés au risque d'aléas, de chocs et de stress climatiques et environnementaux selon l'IRCE 2021.

Les enfants sont les moins responsables des changements climatiques, et pourtant, ce sont eux qui en supportent les conséquences les plus graves. Au cours des dernières décennies, les changements climatiques ont entraîné une intensification des précipitations et des inondations, une augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses, une accélération de la fonte des glaciers ainsi qu'une dégradation de la qualité de l'eau due aux conditions météorologiques extrêmes. Le nombre de catastrophes climatiques et météorologiques a augmenté de près de 35 % depuis les années 1990.

L'IRCE recense les événements suivants comme des facteurs majeurs de risque climatique et environnemental pour les enfants :



Pénuries d'eau



Inondations fluviales



Inondations côtières



Cyclones tropicaux



Maladies vectorielles



Vagues de chaleur



Pollution atmosphérique



Pollution du sol et de l'eau

Or tous ces facteurs limitent fortement l'accès des populations concernées à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène.



Côte d'Ivoire –
À Blapleu, dans
l'ouest du pays,
Wed Pelargie,
43 ans, aide sa
fille Yasmine,
3 ans, à faire sa
toilette.

Partie 3

Comment lutter contre ce triple fardeau

La crise mondiale de l'eau constitue une menace majeure pour nos sociétés. Année après année, les changements climatiques, l'urbanisation et les rivalités croissantes autour de l'eau ne font qu'aggraver l'insécurité hydrique. L'inadéquation des services EAH, associée aux risques climatiques et à une concurrence accrue pour l'eau, met en danger la vie des enfants et menace leur avenir.

Le défi à relever est de taille, mais nous avons les moyens de permettre à tous les enfants d'accéder à des services EAH sûrs et durables. Des décennies d'expérience ont mis en évidence des solutions éprouvées pour permettre des avancées, et les pouvoirs publics ont un rôle central à jouer. À tout juste sept ans de l'échéance des ODD, nous devons de toute urgence mettre à profit ces solutions et les déployer à grande échelle afin de protéger le droit fondamental à des services EAH sûrs pour chaque enfant.

Pour ce faire, l'UNICEF appelle les gouvernements et les partenaires à :

1 Augmenter rapidement les investissements dans le secteur EAH, y compris ceux provenant du financement de l'action climatique mondiale.

Il faudrait multiplier par trois les dépenses actuellement consacrées à l'EAH pour atteindre les cibles 6.1 et 6.2 des ODD d'ici à 2030, dont le coût est estimé à 114 milliards de dollars É.-U. par an dans les pays en développement.



Mauritanie – Dans le village peul de Hore Mondji, sur les rives du fleuve Sénégal, une coopérative de femmes utilise l'énergie solaire pour faire fonctionner le forage qui approvisionne leur jardin maraîcher en eau. Ce projet est mis à l'essai par l'UNICEF en partenariat avec les autorités locales.

© UNICEF/UN0418635/POUGET

2 Accroître la résilience du secteur EAH et des communautés.

Il convient de veiller à ce que tous les services EAH résistent aux phénomènes climatiques, améliorent la résilience et les capacités d'adaptation des communautés vulnérables, et fonctionnent à partir de sources d'énergie à faible émission de carbone, comme l'énergie solaire.

3 S'attacher en priorité à ne laisser personne de côté.

Il est essentiel d'axer les politiques, les programmes et les stratégies EAH et d'adaptation aux changements climatiques sur les communautés les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisées, notamment sur les enfants, les femmes, les populations déplacées et les personnes handicapées.

4 Renforcer l'efficacité et la responsabilité de la coordination et des capacités de l'ensemble du lien entre action humanitaire, activités de développement et paix,

afin de fournir à temps, de manière constante et prévisible des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de qualité, tout en garantissant une approche veillant à « ne pas nuire ».

5 Mettre en œuvre le Cadre mondial d'accélération de l'ODD 6 de l'ONU-Eau et investir dans les facteurs d'accélération clés,

à savoir : une bonne gouvernance et un leadership politique affirmé ; une coordination et une réglementation efficaces et responsables ; des financements publics visant à favoriser les investissements des ménages et du secteur privé ; le renforcement des capacités à tous les niveaux pour stimuler et pérenniser les progrès ; des données fiables permettant d'étayer les prises de décisions et les mécanismes de responsabilité ; et l'innovation pour répondre aux défis émergents.

Objectifs, portée et réalisations de l'UNICEF

Dans l'ensemble de ses programmes, l'UNICEF fournit un appui direct aux familles et aux communautés en matière de services EAH, et collabore avec les gouvernements et les partenaires afin de renforcer les systèmes.

L'UNICEF s'est fixé son objectif le plus ambitieux dans son Plan stratégique 2018-2021 : permettre à 60 millions de personnes d'accéder à des sources d'eau potable dans leur communauté grâce à un appui direct. Cet objectif a été atteint, ce qui constitue un résultat exceptionnel compte tenu des difficultés opérationnelles posées par la pandémie de COVID-19. En 2021, l'UNICEF a été présent plus que jamais et comme nulle autre organisation auprès des populations, en déployant des interventions EAH dans 128 pays.

La réorientation actuelle vers l'intégration de la résilience aux changements climatiques dans les programmes EAH s'est poursuivie avec la participation de 87 pays, un appui technique pour alimenter les systèmes d'approvisionnement en eau à l'énergie solaire, et l'installation de 1 523 nouveaux systèmes solaires en 2021.

Durant ces quatre années, l'UNICEF a ainsi équipé 21 112 établissements scolaires d'installations sanitaires non mixtes, et doté 16 699 établissements de santé de services EAH grâce à un appui direct.

L'UNICEF a répondu à des crises humanitaires d'une ampleur et d'une portée sans précédent, en fournissant une aide directe, en renforçant les capacités d'intervention humanitaire du secteur et en coordonnant l'ensemble des interventions en tant qu'organisation chef de file du groupe thématique (« cluster ») mondial sur l'EAH. En 2021, grâce aux programmes d'aide humanitaire directe de l'UNICEF, 33,3 et 8,4 millions de personnes ont respectivement obtenu ou retrouvé un accès à des services d'approvisionnement en eau destinée à la consommation et à l'hygiène ainsi qu'à des services d'assainissement. L'UNICEF a également permis à 11,6 millions d'enfants d'accéder à des services EAH dans des écoles et des espaces d'apprentissage temporaires.

L'UNICEF s'est fixé l'objectif ambitieux d'apporter des solutions résilientes à 450 millions d'enfants et à leurs familles (soit 1,42 milliard de personnes) vivant dans des zones caractérisées par une vulnérabilité hydrique élevée ou extrêmement élevée. L'organisation souhaite également fournir à un milliard de personnes des services d'assainissement gérés en toute sécurité, et ainsi contribuer à la réalisation de l'ODD 6 qui vise à permettre à tous les enfants d'accéder à un approvisionnement en eau sûr et abordable, de vivre dans des communautés où la sécurité hydrique est garantie, et d'accéder à des installations d'assainissement gérées en toute sécurité.



Madagascar – Masy, enceinte de 9 mois de son cinquième enfant, collecte de l'eau. La jeune mère de 23 ans a reçu un kit EAH distribué par l'UNICEF et comprenant un bidon de 20 litres, un seau, une bassine, des produits pour purifier l'eau et du savon.

Glossaire

Installation d'assainissement améliorée : Installation conçue pour séparer les excréments humains du contact humain de façon hygiénique. Il peut s'agir d'une technologie d'assainissement fonctionnant à l'eau (toilettes à chasse manuelle ou mécanique raccordées au réseau d'égout, aux fosses septiques ou aux latrines à fosse) comme d'une technologie d'assainissement sèche (latrines à fosse sèche avec dalle, latrines à fosse améliorées avec ventilation ou toilettes à compostage).

Pénurie d'eau : On parle de pénurie d'eau lorsque la demande en eau est supérieure à l'offre, et lorsque les ressources en eau disponibles approchent ou dépassent des limites durables. Une pénurie d'eau peut être physique ou économique.

Sécurité hydrique : Capacité d'une population à conserver un accès durable à une eau de qualité acceptable et en quantité suffisante, afin d'assurer ses moyens de subsistance, son bien-être et son développement socioéconomique, de prévenir la pollution d'origine hydrique et les catastrophes liées à l'eau, et de protéger les écosystèmes dans un climat de paix et de stabilité politique. On parle d'insécurité hydrique lorsque l'un ou plusieurs de ces besoins ne peuvent être satisfaits.

Service de base d'approvisionnement en eau : Eau potable provenant d'une source d'eau améliorée, à condition que le trajet aller-retour pour aller chercher l'eau ne dépasse pas 30 minutes, temps d'attente compris.

Service d'approvisionnement en eau géré en toute sécurité : Eau potable provenant d'une source d'eau améliorée située à domicile, disponible à tout moment et exempte de matières fécales et de substances chimiques d'intérêt prioritaire.

Service d'assainissement géré en toute sécurité : Utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages et où les excréments sont éliminés en toute sécurité sur site ou évacués et traités hors site.

Service de base d'assainissement : Utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages.

Source d'eau améliorée : Point d'eau qui, de par la nature de sa conception et de sa construction, permet de fournir de l'eau potable. Ces sources comprennent les canalisations d'eau courante, les forages et les puits tubulaires, les puits et sources protégés, les systèmes de collecte des eaux de pluie, les kiosques de distribution d'eau et les eaux conditionnées ou livrées.





République démocratique du Congo

– L'UNICEF aide de jeunes défenseurs du climat, comme Emmanuel Jidisa, à agir pour protéger l'avenir de notre planète en faisant davantage entendre leur voix sur la crise climatique et en encourageant leur participation à la lutte contre les changements climatiques.

© UNICEF/UN0543835/M.TALIA

Pour chaque enfant

Qui que ce soit.

Où qu'il habite.

Chaque enfant mérite une enfance.

Un avenir.

Une vraie chance.

C'est pour cela que l'UNICEF est là.

Pour chaque enfant du monde entier.

Jour après jour.

Dans plus de 190 pays et territoires.

Atteignant les enfants les plus difficiles à atteindre.

Les plus éloignés d'une main secourable.

Les plus exclus.

C'est pour cela que nous restons jusqu'au bout.

Et n'abandonnons jamais.



pour chaque enfant

La publication de ce rapport a été rendue possible en partie grâce à une contribution du programme « Accelerating Water and Sanitation for All » (Accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous – ASWA II) de la Direction générale de la coopération internationale des Pays-Bas (DGIS).

Publié par l'UNICEF

Division de la communication mondiale et du plaidoyer
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Contact : pubdoc@unicef.org

Site Web : www.unicef.org/fr

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Mars 2023